



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : <http://www.sitecommunistes.org>
Hebdo : communistes-hebdo@sitecommunistes.org
Courriel : communistes@sitecommunistes.org

18/10/2023

Pour une Palestine libérée de l'oppression de l'État colonisateur sioniste et de l'apartheid

Un climat délétère

La question palestinienne, que beaucoup des "Grands de ce monde" voulaient glisser sous le tapis et y avaient pas mal réussi, est venue se rappeler à nous de manière brutale depuis le 7 octobre.

L'attitude des gouvernants, des *media*, de la plupart des politiciens, en France et dans ce qu'il est convenu d'appeler le "camp occidental" se résume à « Silence dans les rangs ! Laissons Israël poursuivre et amplifier le massacre des Palestiniens ! ». C'est la répression envers toutes celles et ceux qui défendent la cause palestinienne ou essaient seulement de contextualiser les événements : interdiction des manifestations propalestiniennes, déprogrammations d'événements en tous genres, honteuse assimilation de l'assassinat d'un professeur à Arras et de la cause palestinienne et arrestation arbitraire en vue d'une expulsion de Mariam Abudaqa, militante du FPLP et de la cause des femmes.

Dans ce climat de parole unique imposée, de censure à tout crin, on est non seulement sommé de condamner l'action du 7 octobre et de taxer ses auteurs de terroristes, mais encore de renoncer à soutenir la juste lutte de libération du peuple palestinien.

Notre communiqué et le concept de terroriste

Le communiqué publié par le Parti Révolutionnaire Communistes à propos des événements de Palestine commence par ces mots : « L'action militaire de la Résistance Palestinienne est présentée par nos *media* et la plupart de nos politiciens, comme d'habitude, non pas comme un droit légitime à la lutte contre l'oppression, mais comme une action "terroriste". Les condamnations fusent et le déferlement de commentaires présente comme d'habitude les Palestiniens comme les agresseurs et l'armée israélienne comme ripostant. Et personne ne se pose la question essentielle : « Pourquoi en sommes-nous arrivés là ? » Et « Qui est responsable ? » ».

Contrairement à la plupart des analystes et politiciens, nous ne prenons pas l'événement de samedi 7 octobre comme un fait en soi, mais comme un épisode d'une guerre qui dure depuis 75 ans, dans un contexte où le choix du gouvernement fasciste israélien est l'annexion pure et simple de toute la Palestine, parsemée de quelques ghettos.

Toujours contrairement aux injonctions de tous les véhicules de l'idéologie dominante, les mots "terroristes" ou "terrorisme" n'y figurent pas. Si nous refusons de qualifier telle ou telle organisation ou tel ou tel acte de "terroriste", c'est que nous récusons ce mot. Nous le récusons à la fois parce qu'il est un paravent empêchant de comprendre ce qui se passe et pour son histoire.

Dans l'histoire, le mot "terroristes" apparaît pour la première fois en 1938, dans la bouche et les écrits des nazis. Il désignait alors les communistes et syndicalistes en exil en France qu'une bande de dirigeants nazis, emmenés par Otto Abetz, était venus répertorier depuis l'ambassade d'Allemagne, dans la foulée d'une visite de Ribbentrop au président du Conseil, le radical philo-nazi Chautemps.

Ensuite les Résistants de France, Yougoslavie, Grèce, Tchécoslovaquie furent qualifiés de "terroristes" par les Allemands ; plus tard les militants du FLN et de la guerre de libération algérienne par l'Etat Bourgeois de France ; plus près de nous l'ANC (Congrès National Africain), en Afrique du Sud et la SWAPO (Organisation du Peuple du Sud-Ouest Africain) en Namibie étaient également des "terroristes" pour les pouvoirs racistes de l'apartheid.

C'est un mot dont le rôle actuel est de cacher les enjeux de libération nationale, et surtout de classe. Une militante de l'Union Juive Française pour la Paix (UJFP) disait : « Mon père était Résistant s'il avait perdu, il serait terroriste ». En vrai, les terroristes, ce sont les résistants armés, le Front Populaire de Libération de la Palestine

(voir ce qui arrive à Mariam Abu Dakka¹).

Que l'on qualifie du même nom les diverses mouvances fascistes islamistes n'est qu'une diversion. Le concept de terroriste est un concept de l'idéologie dominante qui vise à déconsidérer la résistance armée et à mêler des gens qui n'ont rien de commun. Les fachos islamistes sont des fachos islamistes, pas des terroristes. Notons d'ailleurs que, pour cette catégorie, les fascistes islamistes, le concept de "terroristes" est à géométrie variable, parce que ces milices ont été créées et financées par les USA (et leurs alliés) et que certaines le sont encore. En Afghanistan, entre 1979 et 1989, quand on les utilise pour combattre le régime socialiste et l'URSS, ce sont des "combattants de la liberté". En Syrie, entre 2011 et 2019, quand la France et les USA les arment et les utilisent contre le régime nationaliste arabe, pour le ministre d'alors, Fabius, ils font du bon boulot, et pour d'autres, à gauche ce sont des "révolutionnaires syriens".

Le concept permet de répandre de la bouillie dans les têtes. Ainsi, le maire de Lavaur, dans le Tarn a déclaré que Mariam Abou Dakka, arrêtée lundi matin à Marseille par l'État Bourgeois français est « *une islamiste* », alors qu'elle est au FPLP, une organisation marxiste, donc laïque. Si nous bannissons ce concept, c'est qu'il est un obstacle à la perception de la lutte des classes.

Parlons un peu du Hamas

Le Parti Révolutionnaire Communistes n'a aucune sympathie pour cette organisation. Le Hamas est l'enfant du couple maudit des fascistes des Frères Musulmans et du Shin Beth, les services secrets israéliens. Lors de la guerre en Syrie, main dans la main avec l'État d'Israël, ils ont soutenu toutes les milices fascistes islamistes contre le régime nationaliste arabe, ce qui rend un peu ridicule de voir derrière l'opération de samedi 7 octobre la "*main de l'Iran*".

A Gaza, il n'y a pas que le Hamas, même s'il est majoritaire. Les organisations marxistes, FPLP et FDLP, ainsi que le Fatah sont également présentes. La stratégie de l'idéologie dominante est de ne parler que du Hamas pour discréditer, et pour déconnecter ce qui se passe de la guerre qui a lieu depuis 75 ans sur le sol palestinien.

On en fait un monstre apocalyptique, vide de sens, animé par un antisémitisme chronique et maladif, qui terroriserait l'ensemble de la population de la Bande de Gaza. Cette image d'Épinal est contredite par toutes celles et ceux qui sont allés à Gaza et décrivent la société de là-bas comme très diverse et souvent critique à l'encontre des deux gouvernements (celui du Hamas et celui de l'Autorité Palestinienne en Cisjordanie). Le seul fait que Mariam Abou Dakka, infatigable combattante de la cause des femmes, vive à Khan Younès, dans la bande de Gaza, suffit à infirmer cette description.

Les crimes des colons juifs contre les villageois de Deir Yassine (1948), de Qibya (1953), voire même contre les camps palestiniens de Sabra et Chatila, en 1982, par l'instrumentalisation de la milice fasciste chrétienne libanaise des Phalangistes n'ont rien à envier à ceux du Hamas ce 7 octobre.

Les militants du Hamas sont, de manière certaine, des réactionnaires, financés par le Qatar. Pour autant, ils font, objectivement, partie de la Résistance palestinienne, on peut toujours le nier, mais les faits sont têtus. Dire cela n'est pas marquer de la sympathie pour le Hamas, mais être au plus près de la réalité et du sentiment des Palestiniens. Ils combattent pour la libération de la Palestine, et contrairement à une idée répandue, sont pour la création d'un véritable État palestinien. En revanche, ils ne reconnaissent pas l'État d'Israël. Mais ce fut aussi le cas de la plupart des pays socialistes, quand ils existaient, des pays progressistes d'Afrique et c'est toujours le cas, forcément, de celles et ceux qui se prononcent pour un État unique laïque, comme le FPLP.

Eclairage sur la réalité de ce qui s'est passé en 1948

L'historien israélien Ilan Pappé, aujourd'hui exilé en Grande-Bretagne, antisioniste et ancien membre du Parti Communiste Israélien, a travaillé dans les années 1990 sur les événements de 1947 et 1948 qui précèdent la création de l'État d'Israël, la Nakba (la catastrophe).

« *A la fin de 1947, la Palestine compte près de 2 millions d'habitants : un tiers de Juifs, deux tiers d'Arabes. La résolution 181 des Nations unies décide sa partition en deux États : l'un doit être presque exclusivement peuplé d'Arabes ; dans l'autre, les Juifs seraient légèrement majoritaires. Un an plus tard, c'est un État à très forte majorité juive, Israël, qui occupe 78 % de la Palestine. Plus de 500 villages ont été rasés, de nombreuses villes ont presque entièrement perdu leur population arabe. Et 800.000 Arabes palestiniens originaires des territoires qui font désormais partie d'Israël peuplent des camps de réfugiés hors de ses frontières* », écrit-il.

A l'aide de documents d'archives, de journaux personnels, de témoignages directs, il reconstitue en détail ce qui s'est vraiment passé à la fin de 1947 et en 1948, ville par ville, village par village. Apparaît alors une entreprise délibérée, systématique, d'expulsion et de destruction : un « *nettoyage ethnique* » de la Palestine. En quelques

¹<https://www.sitecommunistes.org/index.php/monde/proche-et-moyen-orient/2480-expulsion-de-mariam-abou-dakka-militante-palestinienne-communiquue-du-parti-revolutionnaire-communistes>

mois, forts de leur supériorité militaire, de leur accord secret avec le roi de Jordanie, de la passivité complice des soldats britanniques et de l'impéritie de l'ONU, les dirigeants du mouvement sioniste ont organisé le « *transfert* », par la violence et l'intimidation, d'une population arabe plutôt pacifique, sans défense, abandonnée de tous.

Les accords d'Oslo et leurs conséquences

Oslo, en 1993, devait ouvrir la voie à la création d'un état palestinien en l'espace de cinq ans (soit en 1998), en contrepartie de la renonciation par l'OLP (Organisation de libération de la Palestine) à la guérilla anti-israélienne. Cette concession majeure, sans pareille dans les annales de lutte des mouvements de libération nationale, s'est révélée contre-productive et Oslo, un grand marché de dupes.

De Rabbin, partisan d'un sous-État croupion, subordonné à l'État colonial, à Sharon qui voulait envoyer tous les Palestiniens et Arabes Israéliens en Cisjordanie ou à Gaza, derrière un mur, on a vite compris qu'un véritable État palestinien avec Jérusalem-Est pour capitale ne verrait jamais le jour.

Depuis que Netanyahu dirige le gouvernement, la chose a le mérite d'être claire. Il a carrément enterré la solution à deux États, avec l'assentiment des USA et de leurs valets. La feuille de route de Netanyahu et de ses complices, c'est l'occupation de tout ce qui constitue le mythique "*Grand Israël*", en créant quelques ghettos palestiniens cernés par les colonies, comme à Hébron ou Jénine, comme cela se fait déjà à Gaza : les bantoustans de l'État de l'Apartheid.

Dans une interview de 2021, ne sachant pas que les caméras tournaient, il s'est vanté d'avoir fait échouer les accords d'Oslo au moyen de fausses déclarations et d'ambiguïtés. Il a déclaré : « *J'interpréterai les accords de telle manière qu'il sera possible de mettre fin à cet emballement pour les lignes d'armistice de 1967. Comment nous l'avons fait ? Personne n'avait défini précisément ce qu'étaient les zones militaires. Les zones militaires, j'ai dit, sont des zones de sécurité ; ainsi, pour ma part, la vallée du Jourdain est une zone militaire.* » Notons d'ailleurs que depuis le blocus de 2006 la Bande de Gaza est régie selon le droit militaire israélien.

Quand au successeur de Yasser Arafat, Mahmoud Abbas, discrédité par la lourde tutelle de la puissante occupante sur l'Autorité palestinienne, et la corruption galopante de ses dirigeants, il est maintenu sur la ligne de flottaison par les États-Unis en vue de servir de garde chiourme des Israéliens dans la répression des manifestations palestiniennes contre l'occupant. Au mépris des règles élémentaires de la démocratie, l'octogénaire bureaucrate est maintenu au pouvoir en dehors de toute investiture populaire.

En parallèle, la Cisjordanie a été transformée en un vaste camp de prisonniers à ciel ouvert quadrillé par plus de 700 barrages militaires, et Gaza, un îlot de misère, soumis au double blocus d'Israël et de l'Égypte, où croupissent plus de deux millions de palestiniens, faisant de l'enclave un dépotoir humain explosif.

Un bilan en quelques chiffres

De l'aveu même du journaliste israélien, Ronen Bergman, auteur de l'ouvrage « *Rise and Kill First : The Secret History of Israel's Targeted Assassinations*¹ », 2700 assassinats ciblés ont été orchestrés par Israël depuis l'an 2000 ; soit en moyenne 40 opérations par an. Les Israéliens n'auront fait que reprendre les méthodes en vigueur en Palestine par les britanniques, notamment le général Orde Wingate, qui avait créé dans la décennie 1930 les "*Special Night Squads*", les "*Escadrons Nocturnes Spéciaux*" composés de combattants juifs chargés des raids contre les villages arabes en procédant à l'élimination des meneurs.

237 Palestiniens ont été tués par les colons ou par l'armée en Cisjordanie depuis le début de l'année.

Depuis le début du bombardement de Gaza, 6000 bombes sont tombées et il y a plus de 2400 morts palestiniens dont 720 enfants.

Le gouvernement fasciste actuel

Avec la complicité des États-Unis et des Pays européens, la droitisation extrême de la société israélienne a propulsé, en 2022, au terme de quatre consultations électorales, une coalition xénophobe, fasciste, pervertissant durablement un pays que ses nombreux sympathisants occidentaux qualifient « *d'unique démocratie du Moyen-Orient* », ce qui donne à penser que l'intégrisme juif serait plus soluble dans la "*démocratie*" que l'intégrisme musulman. Notons que le Likoud, qui dirige cette coalition n'a jamais reconnu l'existence d'un État palestinien.

L'actuel gouvernement israélien avance encore plus vite vers une résolution du conflit par l'annexion pure et simple des territoires où vivent les Palestiniens. Ce qui s'amplifie en Cisjordanie, depuis leur arrivée au pouvoir, ce sont les meurtres de Palestiniens, non pas par l'armée, mais par les colons, avec une totale impunité. Tuer un Palestinien n'est pas un crime en Israël.

Ils sont considérés de la même manière que les Slaves par les nazis, comme des "*untermenschen*" (des sous-

¹ "Lève-toi et tue en premier. L'histoire secrète des assassinats ciblés d'Israël" ; Ronen Bergman est journaliste au "New York Times" après l'avoir été au "Yediot Aharonot", le plus important quotidien israélien. Il est spécialiste des questions de sécurité.

hommes). Le ministre du commerce Bezalel Smotrich, dit à qui veut l'entendre que le peuple palestinien n'existe plus. Le ministre de la Défense, Yoav Gallant, compare les Gazaouis à des « *animaux humains* », sans d'ailleurs de réprobation internationale, même a minima, pour l'un comme pour l'autre.

Qu'un dirigeant israélien qualifie les combattants du Hamas « *d'animaux* » n'est nullement surprenant. Il relève de la rhétorique polémique habituelle des dirigeants israéliens, de leur mépris à l'égard des Palestiniens et surtout de leur volonté de nier l'identité palestinienne.

Le bestiaire israélien est en effet riche pour désigner les arabes « des « *animaux à quatre pattes* », aux « *cafards* », sans que cette débauche de xénophobie ne suscite la moindre protestation dans les chancelleries occidentales, sans que les Palestiniens ne soient identifiés pour eux-mêmes, pour ce qu'ils sont, des Palestiniens, les habitants originels de la Palestine, quand ils ne sont pas qualifiés de « *terroristes* », ils sont tour à tour, arabes israéliens ou habitants des territoires ou alors, selon leur appartenance communautaire ou ethnique (druzes, bédouins) jamais arabes palestiniens ou tout simplement palestiniens.

L'état d'esprit de la population palestinienne depuis le 7 octobre

L'attaque des combattants gazaouis le 7 octobre a suscité chez beaucoup de Palestiniens un sentiment de fierté, et en tout cas d'approbation. Interrogée par « *La Marseillaise* », Leila Shahid, ancienne dirigeante du Fatah et de l'Autorité Palestinienne dit : « *Il n'y a plus de crédibilité dans le discours de la paix* » et encore : « *99 % de la population palestinienne est avec ce qui vient de se passer à Gaza, parce qu'ils ont le sentiment qu'Israël ne comprend que le langage de la force et que le monde ne comprend que le langage de la force, puisque le monde n'a rien fait pour soutenir les Palestiniens.* ».

L'infiltration massive des combattants du Hamas (première incursion d'une telle ampleur sur le territoire israélien depuis la création de l'état hébreu en 1948) a réhabilité aux yeux de la grande majorité de la population arabe, le Hamas après sa dérive anti-syrienne pendant et après la séquence dite du "*printemps arabe*". Elle a en outre fait voler en éclat les mythes sur lesquels prospérait Israël : à savoir l'un des services de renseignements le plus performant du monde d'une des armées les plus performantes du Monde. Et les représailles massives des Israéliens opérés sans discernement avec usage du phosphore blanc, prohibé internationalement, le mythe de la "*pureté des armes*" et celui d'une armée "*morale*".

Ainsi donc, une bonne partie des Palestiniens se disent qu'il ne leur reste plus que la solution de la révolte armée.

Quelles perspectives ?

La "solution militaire" paraît pourtant bien illusoire, même si nous comprenons les sentiments des Palestiniens après 75 ans d'humiliations, de brimades, de meurtres et, à Gaza, la Nakba qui recommence. Les États arabes voisins ne lèveront pas le petit doigt pour aider les Palestiniens.

La seule solution est la Paix. Seulement, il ne s'agit pas d'être naïfs, la paix juste, avec un État palestinien ayant Jérusalem Est pour capitale, ce n'est pas pour demain. Les Palestiniens ont raison de ne pas croire au "*discours de la paix*". Depuis 1993 cette "*Paix*" s'est faite à leurs dépens, sans jamais que leurs droits ne soient reconnus. Pour le Parti Révolutionnaire Communistes, les appels des bonnes âmes à l'intervention de la France (alors que Macron n'a toujours pas condamné le massacre à Gaza) ou à l'ONU, qui est aux mains des USA et laisse depuis des années la condition des Palestiniens se dégrader sont vains.

L'Afrique du Sud de l'apartheid est tombée grâce à la mobilisation internationale des peuples et aux sanctions économiques et à l'isolement politique qui ont conduit au réalisme une partie de la Bourgeoisie blanche. Il en sera de même pour l'État colonisateur sioniste.

Le Parti Révolutionnaire Communistes demande la rupture des relations diplomatiques avec Israël et des sanctions économiques, et nous savons que c'est seulement par la lutte que nous obtiendrons ce résultat, on voit bien à quel point notre gouvernement craint les rassemblements et manifestations en défense de la Palestine. Il en est de même pour nos autres revendications : un État pour les Palestiniens et le droit au retour pour tous les réfugiés, descendants de ceux que les sionistes ont expulsé.

Cessons aussi les fariboles quant à « *la solution à deux États* », pareille issue a été enterrée depuis 10 ans par Netanyahu, et est aujourd'hui rendue impossible. Reste, pour reprendre les mots de Moustapha Barghouti³ dans "*Rester sur la montagne*", l'édification « *d'un seul État, où tous les citoyens seraient égaux : une tête, une voix* ». Un retour aux sources, aux revendications qui étaient celles de toutes les organisations palestiniennes.